

**Syrie - Armes chimiques -  
Intervention du représentant  
permanent de la France auprès des  
Nations unies - Conseil de sécurité**  
(New York, 09 avril 2018)

Monsieur le Président,

Je remercie la présidence péruvienne pour la tenue de cette réunion d'urgence, que la France a sollicitée avec huit autres Etats membres de ce Conseil.

Je remercie également l'envoyé spécial Staffan de Mistura et le Haut représentant adjoint pour les affaires de désarmement Thomas Markram pour leurs présentations très éclairantes.

Monsieur le Président,

Il est des moments dans la vie des nations où l'essentiel est en jeu : la vie ou la mort, la paix ou la guerre, la civilisation ou la barbarie, l'ordre international ou le chaos. C'est le cas aujourd'hui, après le terrible carnage chimique qui a de nouveau poussé les limites de l'horreur samedi à Douma.

Nous savons en effet que deux nouvelles attaques chimiques particulièrement graves ont été perpétrées à Douma en ce 7 avril, dont le bilan humain, provisoire mais déjà effroyable, s'élève à près de 50 morts, parmi lesquels de nombreux enfants, et un millier de blessés. Ce bilan pourrait être plus lourd encore, certaines zones restant inaccessibles au secours.

Une nouvelle fois des substances toxiques ont été larguées pour asphyxier, tuer, terroriser des populations civiles, en les atteignant jusque dans des sous-sols où ils se réfugient. Le gaz de chlore a cette particularité d'être un gaz lourd, capable de descendre dans des caves, et c'est pour cela qu'il est utilisé. Voilà, Monsieur le Président, le niveau de cynisme meurtrier auquel on en est arrivé en Syrie.

Il n'y a pas de mots pour qualifier l'horreur des images qui nous sont parvenues ce 7 avril, quasiment un an après l'attaque de Khan Cheïkoun qui avait tué plus de 80 personnes. Ce que l'on voit sur les milliers de photos et de vidéos qui ont émergé en quelques heures depuis les attaques du 7 avril, nous rappelle les images que nous avons trop souvent vues, d'enfants et d'adultes suffoquant du fait d'une exposition à du gaz de chlore concentré. Mais ce que l'on voit aussi, ce sont des personnes souffrant de fortes convulsions, de phénomènes de salivation excessive, dont les yeux sont brûlés, autant de symptômes typiques d'une exposition à un agent neurotoxique puissant, combiné au chlore pour en augmenter l'effet létal. Au total, je l'ai dit,

plus de 1.000 personnes auraient été exposées à cette composition chimique meurtrière.

L'expérience et les rapports successifs du mécanisme d'enquête conjoint - le JIM - font qu'il n'existe aucun doute sur les auteurs de cette nouvelle attaque. Seules les forces armées syriennes et leurs services ont le savoir-faire nécessaire pour développer des substances toxiques aussi sophistiquées, et avec ce niveau de létalité. Et seules les forces armées syriennes et leurs services ont un intérêt militaire à leur utilisation. Cette attaque est intervenue à Douma, une zone qui fait l'objet d'un pilonnage incessant de l'armée et de l'aviation syrienne depuis plusieurs semaines. Le recours à de telles armes permet hélas des avancées tactiques bien plus rapides qu'une arme conventionnelle. Nul d'entre nous n'ignore que le régime syrien a déjà été désigné responsable de l'usage de chlore et de gaz sarin comme arme chimique par le mécanisme d'enquête conjoint entre l'ONU et l'OIAC, à quatre reprises au moins ; nul n'a d'illusions sur la sincérité de la déclaration qu'a fait la Syrie sur l'état de ses stocks chimiques en 2013. Nous en avons malheureusement, une nouvelle fois, la preuve par les faits. C'est conforme à la stratégie de terreur du régime à l'égard des civils. Nous avons déjà vécu cela. Nier l'évidence aux yeux du monde serait au mieux de la mauvaise foi, au pire de la complicité.

Le régime de Damas espère sans doute aussi, en semant la terreur, accélérer la conquête des autres zones et centre urbains dont il veut prendre le contrôle. Quoi de plus efficace, pour faire fuir ceux qui lui résistent, que ces sièges dignes du Moyen-âge, l'horreur chimique en plus ?

Ne nous y trompons pas, ces enfants figés dans une mort atroce ne sont pas des victimes dites "collatérales". Ce sont des cibles délibérées de ces attaques chimiques, conçues et planifiées pour cela - pour terroriser. En cela c'est bien à un terrorisme d'Etat que se livre le régime de Damas, avec son cortège de crimes de guerre voire de crimes contre l'humanité.

Monsieur le Président, l'offensive et les bombardements menés par le régime ainsi que ses alliés russe et iranien au cours des dernières 48 heures prouvent combien ceux-ci sont engagés dans une fuite en avant militaire, sans égard pour son coût humain.

Cette nouvelle escalade de violence, ponctuée par un nouvel usage d'armes chimiques, nous confronte à la folie destructrice d'un régime jusqu'au-boutiste, qui s'emploie à anéantir sa population, sans que ses soutiens russes et iraniens ne puissent ou ne veuillent l'arrêter. Nous savons, et les autorités russes l'ont confirmé elles-mêmes à plusieurs reprises, que des forces militaires russes sont présentes en Ghouta orientale, au sol et dans les airs. En ce 7 avril, au moment-même où avait lieu la seconde attaque chimique sur Douma, des avions russes participaient également à des opérations aériennes en région de Damas.

L'appui militaire russe et iranien est présent sur le terrain et à tous les échelons de l'appareil de guerre syrien, et aucun avion syrien ne décolle sans que l'allié russe en soit informé. Ces attaques sont donc intervenues soit avec l'accord tacite ou explicite de la Russie, soit malgré elle et en dépit de sa présence militaire. Je ne sais laquelle de ces deux dérives est la plus alarmante pour notre sécurité collective.

Monsieur le Président, les enjeux de cette nouvelle attaque sont d'une extrême gravité. Elle est

une nouvelle preuve de la banalisation du recours aux armes chimiques - que l'on doit imputer non seulement à un régime devenu incontrôlable, qui continue en toute impunité de gazer des civils ; mais aussi à ses soutiens, parmi lesquels un membre permanent du Conseil de sécurité, qui a failli à son engagement de mettre en oeuvre la résolution 2118 qu'elle avait elle-même co-présentée, et dont la responsabilité dans cette tragédie interminable qu'est la guerre en Syrie est accablante.

C'est donc vers la Russie que la France se tourne naturellement aujourd'hui pour formuler deux exigences : La première exigence, c'est l'arrêt des hostilités et l'instauration d'un cessez-le-feu immédiat en Syrie, conformément à la résolution 2401 adoptée le 25 février dernier, et qui n'a, à ce jour, jamais été respectée par le régime de Damas ; la France déplore vivement qu'il ait été impossible de faire appliquer cette résolution, adoptée pourtant à l'unanimité et qui prévoit une trêve ainsi qu'un accès humanitaire d'urgence.

La deuxième exigence, c'est la création d'un nouveau mécanisme d'enquête international, qui pourra consigner tous les paramètres de l'attaque de Douma, et contraindre ses responsables à répondre de leurs actes devant la justice. La disparition du mécanisme d'enquête conjoint en novembre dernier, en raison des deux vetos successifs de la Russie, nous a privés d'un outil de dissuasion essentiel. C'est pourquoi nous appuyons toute initiative visant à combler ce vide. C'est dans cet esprit que la France s'est engagée en faveur d'un partenariat pour la lutte contre l'impunité chimique. C'est dans le même esprit que nous soutenons le projet de résolution proposé aujourd'hui par les Etats-Unis.

Monsieur le Président, avec cette attaque, le régime d'Assad vient une nouvelle fois tester la détermination de la communauté internationale à faire respecter l'interdiction de l'usage d'armes chimiques ; il doit trouver de notre part une réponse unie, forte et implacable. Il doit entendre que l'usage d'armes chimiques contre des populations civiles ne sera plus toléré, et que ceux qui contreviennent à cette règle fondamentale de notre sécurité collective devront en répondre, et en assumer les conséquences. C'est une réponse internationale que le régime d'Assad a besoin d'entendre - et la France est prête à y prendre toute sa part, aux côtés de ses partenaires. In fine, nous savons que seule une solution politique inclusive permettra de mettre un terme à sept années d'un conflit qui a coûté la vie à 500.000 personnes, et en a poussé des millions sur les routes de l'exil ; c'est pourquoi la France restera pleinement engagée en soutien de l'Envoyé spécial des Nations unies et du processus de Genève.

Mais face à ce nouveau carnage nous ne pouvons plus nous contenter de répéter des mots qui à force de ne pas être suivis d'effets risquent fort d'être dépourvus de tout sens. Je veux redire ici, comme l'a souligné le président Macron à plusieurs reprises, que la France assumera toute ses responsabilités au titre de la lutte contre la prolifération chimique. La France sera claire, elle tiendra ses engagements et sa parole.

Je vous remercie./.